Pays de la Loire, Loire-Atlantique
Indre
rue de La Bordelaise

Ancienne usine d'engrais dite La Bordelaise (détruite)

Références du dossier

Numéro de dossier : IA44006782
Date de l'enquête initiale : 2019
Date(s) de rédaction : 2019
Cadre de l'étude : inventaire topographique Rives de Loire
Degré d'étude : étudié

Désignation

Dénomination : usine
Précision sur la dénomination : d'engrais
Appellation : La Bordelaise

Compléments de localisation

Milieu d'implantation : en ville
Réseau hydrographique : Loire (la)
Références cadastrales : 2000, AK, 536 à 541

Historique

En 1921, la Compagnie Bordelaise de Produits Chimiques devient propriétaire de plusieurs terrains sur une distance d'un peu plus d'un kilomètre, depuis la rive du fleuve, jusqu'à la ligne de chemin de fer entre Nantes et Saint-Nazaire. La présence du fleuve pour l'approvisionnement en matières premières et la proximité de Nantes, en tant que centre de la production d'engrais minéraux pour l'Ouest de la France, apparaissent déterminant dans le choix du site. De plus, l'existence d'un réseau ferré important autorise une exportation majoritairement locale pour les besoins de l'agriculture régionale.
L'installation de cette usine est favorisée par l'administration dans l'optique d'augmenter de 150 000 tonnes le trafic de la Loire maritime, au grand avantage de la Chambre de commerce de Nantes. Aussi, le choix de cet emplacement entre les îlots rocheux de Haute-Indre et Basse-Indre pour la construction d'une nouvelle usine d'engrais par la Compagnie Bordelaise des Produits Chimiques est largement conditionné aux possibilités d'extension immédiates du site industriel et donc à l'accroissement de la production. Ainsi, dès la naissance de ce projet, les différents plans d'implantation traduisent le souci d'une extension possible et prévoient donc de grands espaces vierges pouvant, à terme, recevoir de nouvelles constructions.
Par une pétition en date du 17 juillet 1922, la Compagnie Bordelaise de Produits Chimiques sollicita l'autorisation de raccorder la future usine à la ligne de Nantes à Saint-Nazaire de la Compagnie d'Orléans. Le projet de raccordement prévoit de traverser le lit majeur du champ d'inondation de la Loire et pour mettre la voie ferrée à l'abri des crues, l'entreprise propose de construire un remblai entre la Loire et la ligne de chemin de fer. Afin d'assurer le bon écoulement des eaux dans la vallée, un pertuis d'inondation dans le remblai est projeté.
Lucide face aux impacts d'un tel projet pour les intérêts des populations riveraines, le Préfet de la Loire-Inférieure commanda, par arrêté du 17 août 1922, l'ouverture d'une enquête de commodo et incommodo dans les communes d'Indre et de Saint-Herblain. De nombreuses et vives protestations furent consignées au registre d'enquête pour s'opposer à la construction du remblai et même de l'usine. Les témoignages des habitants et des maires des communes concernées expriment notamment la crainte de l'aggravation de l'effet des crues par suite du resserrement du lit majeur de la Loire.
La Compagnie Bordelaise de Produits Chimiques obtient finalement en octobre 1922 l'autorisation d'exécuter la digue insubmersible devant réunir les terre-pleins de la future usine à la voie de chemin de fer, mais sous la réserve qu'un pertuis de 120 mètre carrés soit prévu pour assurer l'écoulement des eaux de crue.

Par arrêté préfectoral du 1er février 1923, la Compagnie Bordelaise obtient l'autorisation de produire de l'acide sulfurique, de l'acide nitrique et du superphosphate sur le site de Haute-Indre. L'opposition de la population locale reste vive face à la construction de cette usine de produits chimiques appartenant la première classe des établissements dangereux, insalubres et incommodes. Sur 11 hectares de terrains remblayés, les travaux de construction démarrent en juillet 1924. L'usine est inaugurée en mars 1926.
Durant les années 1950, la hausse de la demande en engrais par les agriculteurs entraîne la construction de nouveaux équipements et l'amélioration des ateliers de production. Jusqu'au début des années 2000, le site connaît plusieurs phases de modernisation pour s'adapter aux évolutions de la demande. En 2006, la société Soferti, propriétaire du site de Haute-Indre, stoppe la production d'engrais. En 2008, des travaux de désamiantage, de démolition mécanique et de dépollution des sols sont engagés sur ce site sensible, classé Seveso, en bord de Loire.

Période(s) principale(s) : 20e siècle

Description

Le site de production se déployait sur une surface d'environ 11 hectares compris entre la Loire au sud, l'étier des Chaintres à l'ouest et le chemin départemental n° 107 (actuelle rue Jospeh-Tahet). L'emprise totale du site industriel, avec son raccordement à la voie ferrée, s'étendait sur près de 25 hectares de terrains remblayés.
L'usine était composée de plusieurs bâtiments de production distincts, à savoir un atelier de fabrication d'acide sulfurique comportant quatre fours à griller la pyrite de fer, un atelier de broyage de phosphate, un atelier de fabrication de superphosphate et d'un dernier pour le phosphal. Certains de ces ateliers présentaient des dimensions imposantes atteignant les 40 mètres de hauteur (atelier de fabrication d'acide sulfurique).
Avant leur transformation, les matières premières étaient stockées dans deux espaces contigus de forme rectangulaire : une aire des matières premières et dans un entrepôt. A travers tout le site, les produits sont transportés par un réseau de monorails à wagonnets, de bandes transporteuses et de vis d'Archimède, avec postes de chargement et de déchargement.
Pour réceptionner les matières premières en provenance majoritairement de l'étranger et importées par voie d'eau, une estacade en béton armé de 52 mètres de long est construite sur la rive. Deux grues facilitent le déchargement des phosphates de chaux et pyrites de fer qui arrivent par bateaux.
Au nord du site, plusieurs petits bâtiments accueillaient les services administratifs de l'usine et un laboratoire.

Eléments descriptifs

Matériau(x) du gros-oeuvre, mise en oeuvre et revêtement : béton ; ciment ; métal ; brique ; pierre
Matériau(x) de couverture : ciment amiante en couverture

Typologies et état de conservation

État de conservation : détruit

Statut, intérêt et protection

Statut de la propriété : propriété d'une société privée

Références documentaires

Documents d'archive

- Archives départementales de Loire-Atlantique ; 509 S 16. **Ports. Travaux neufs et d'entretien, travaux de défense. Indre (Haute et Basse), 1895-1926.**

- Archives départementales de Loire-Atlantique ; 536 S 9. **Alignements. Délimitations du rivage. Lais et relais de mer. Indre (Haute et Basse), 1838-1922.**

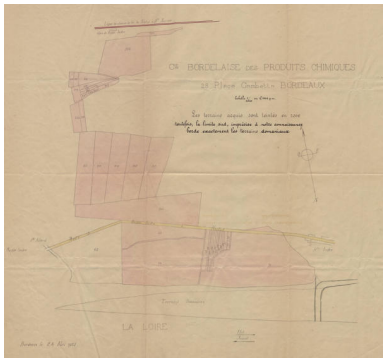
Bibliographie

- GUILLAUME, Jacques, HALGAND, Marie-Paule. **Basse-Loire : une histoire industrielle**. Nantes : MeMo, 2007.
  p. 56-57

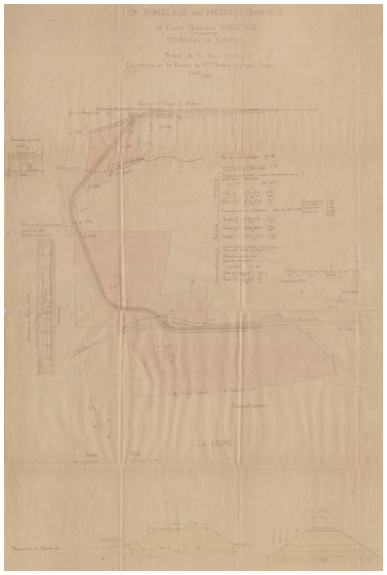
- **LODE, Corinne. La Bordelaise en bord de Loire. Indre : Ponctuation, 2001.**

LODE, Corinne. **La Bordelaise en bord de Loire**. Indre : Ponctuation, 2001.

Illustrations



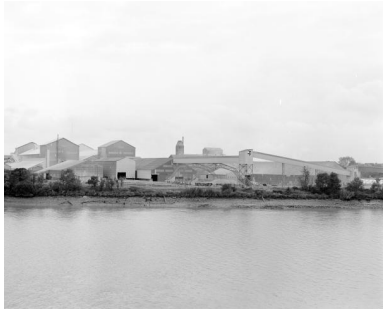
Plan des terrains acquis par la compagnie Bordelaise de produits chimiques, 1921.
IVR52_20204401052NUCA



Plan du tracé de la voie ferrée et déviation de la route de Haute-Indre à Basse-Indre, 1922.
IVR52_20204400950NUCA

Vue générale du site depuis Bouguenais (1997).
Phot. Denis Pillet
IVR52_19974402664X

Vue de l'estacade et des grues (1997).
Phot. Denis Pillet
IVR52_19974402665X

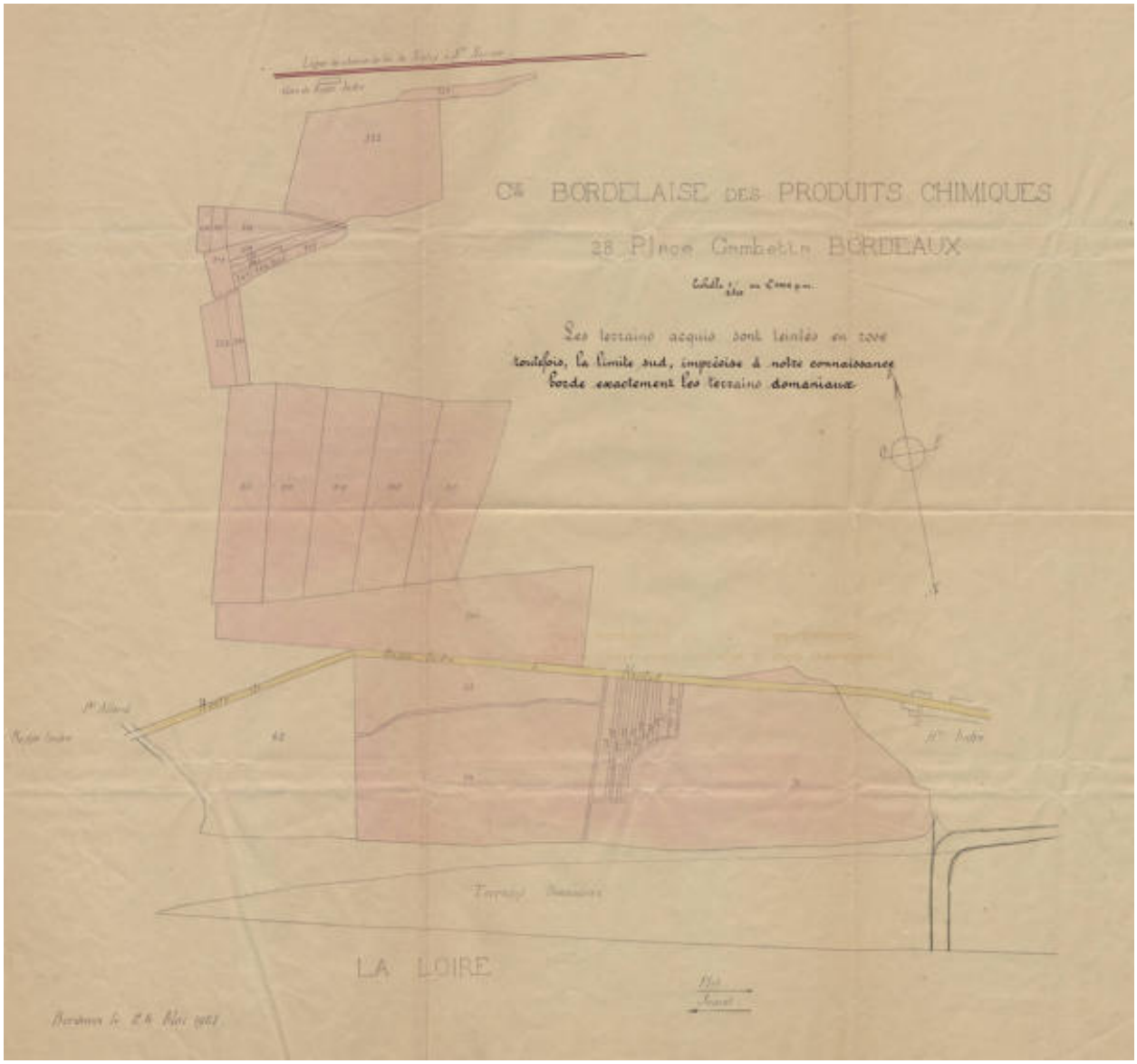


Vue de l'usine depuis Bouguenais (1997).
Phot. Denis Pillet
IVR52_19974402657X

Dossiers liés

Dossiers de synthèse :
Rives de Loire : présentation de l'aire métropolitaine aval (IA44006841)
L'architecture industrielle des rives de Loire de Nantes Métropole (IA44008891)
Oeuvre(s) contenue(s) :
Oeuvre(s) en rapport :
Village de Haute-Indre (IA44007172) Pays de la Loire, Loire-Atlantique, Indre, Haute-Indre

Auteur(s) du dossier : Julien Huon
Copyright(s) : (c) Région Pays de la Loire - Inventaire général

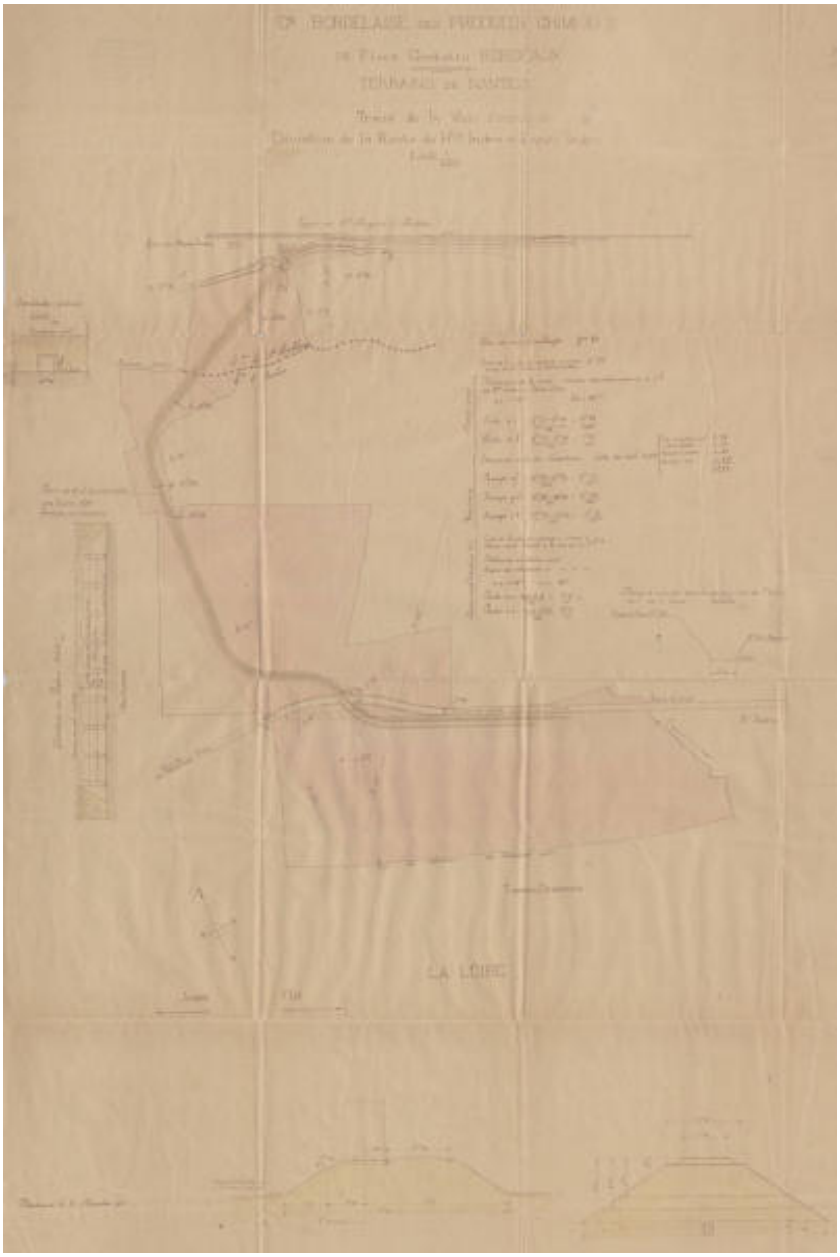


Plan des terrains acquis par la compagnie Bordelaise de produits chimiques, 1921.

Référence du document reproduit :

- Archives départementales de Loire-Atlantique ; 536 S 9. **Alignements. Délimitations du rivage. Lais et relais de mer. Indre (Haute et Basse), 1838-1922.**

IVR52_20204401052NUCA
Date de prise de vue : 2020
(c) Archives départementales de Loire-Atlantique
communication libre, reproduction soumise à autorisation



Plan du tracé de la voie ferrée et déviation de la route de Haute-Indre à Basse-Indre, 1922.

Référence du document reproduit :

- Archives départementales de Loire-Atlantique ; 509 S 16. **Ports. Travaux neufs et d'entretien, travaux de défense. Indre (Haute et Basse), 1895-1926.**

IVR52_20204400950NUCA
Date de prise de vue : 2020
(c) Archives départementales de Loire-Atlantique
communication libre, reproduction soumise à autorisation

Vue générale du site depuis Bouguenais (1997).

IVR52_19974402664X
Auteur de l'illustration : Denis Pillet
Date de prise de vue : 1997
(c) Région Pays de la Loire - Inventaire général
communication libre, reproduction soumise à autorisation

Vue de l'estacade et des grues (1997).

IVR52_19974402665X
Auteur de l'illustration : Denis Pillet
Date de prise de vue : 1997
(c) Région Pays de la Loire - Inventaire général
communication libre, reproduction soumise à autorisation

Vue de l'usine depuis Bouguenais (1997).

IVR52_19974402657X
Auteur de l'illustration : Denis Pillet
Date de prise de vue : 1997
(c) Région Pays de la Loire - Inventaire général
communication libre, reproduction soumise à autorisation